DP

Domaine
Public

1039

Le racket des partis

Contrairement au Conseil fédéral, les parlementaires sont pressés de réformer leurs méthodes de travail, et surtout d'augmenter de manière substantielle leur traitement. Les élus étant payés avec de l'argent public, les citoyens sont en droit d'exiger une transparence quant à leurs autres activités rémunérées, voire de les réglementer. Le projet de la commission du National, nous l'avons déjà écrit, n'est pas satisfaisant sur ce point (DP n° 1035).

Mais les députés ne seront pas les seuls à profiter de cette augmentation de salaire: les partis dont ils sont membres en retireront aussi de juteux bénéfices. Car en fonction d'une pratique en vigueur dans la plupart des formations et selon des taux inversement proportionnels aux revenus de leurs membres, les élus sont en effet tenus de verser une partie de leur salaire à leur parti. Ce système est pratiqué à tous les échelons de la vie politique et pour tous les mandats imaginables: de membre du conseil d'administration d'une société où l'Etat est représenté (banques cantonales, sociétés

d'électricité, etc) aux juges cantonaux et fédéraux en passant bien entendu par les députés et les membres des gouvernements. Il est des sections locales ou cantonales qui tirent la moitié de leurs revenus de cette manière. A l'occasion d'une étude effectuée par la Chancellerie fédérale en 1988, les quelques partis qui ont répondu avec un minimum de précision ont déclaré que 10 à 20% de leur budget, au niveau fédéral, provenait de cette ponction sur salaires. Si l'augmentation de traitement proposée par la commission du National passe dans les faits, cette proportion ferait plus que doubler dans certains cas: les socialistes, avec 46 élus, profitant d'une revalorisation annuelle de 80 000 francs environ, dont le 10% est reversé au parti, pourraient ainsi gagner chaque année 368 000 francs; le gain des radicaux, pour autant qu'ils appliquent également le «taux» de 10%, dépasserait annuellement le demi-million.

Ce système de financement est détestable. Il tient plus du racket que de la

PI

(suite à la page 3)

L'invention du 8 mai

(ag) Ce devait être le 8 mai. Le Conseil fédéral déciderait de notre adhésion à la Communauté européenne ou de la rupture des négociations sur l'EEE. Le pointage des voix était fait. Villiger avait choisi l'Europe. Le 8 mai serait historique.

Le 8 mai fut quotidien, le lendemain du 7, la veille du 9. Le Conseil fédéral a arrêté la position de ses négociateurs pour les rencontres ministérielles, depuis longtemps agendées dès le 13.

Qui donc, en veine de dramatisation médiatique, a pu faire croire à cette date prétendument décisive ?

Ayant toujours affirmé qu'il mènerait la négociation jusqu'au bout, le Conseil fédéral n'allait pas se déjuger et abandonner avant le dernier round.

Ayant critiqué, tacitement du moins, la Suède annonçant en pleine négociation, sa décision d'être candidate à l'adhé-

sion, le Conseil fédéral n'allait pas s'infliger à lui-même le blâme qu'il avait réservé à autrui.

Le 8 mai ne pouvait avoir aucun caractère sensationnel. Certes le Conseil fédéral y a confirmé les points sur lesquels il est décidé à ne rien lâcher, sans position de repli. Il a pris en conséquence, et d'ores et déjà assumé, le risque de l'échec. Après les visites successives de MM.Rocard et Genscher il semblait ne plus nourrir grand espoir.

C'est beaucoup, mais c'est tout.

Celui qui s'interroge sur le fonctionnement des médias peut mener une contre-enquête.

Qui a inventé le 8 mai ?

L'inconvénient de ce jeu, c'est que le Conseil fédéral, s'il suit son plan de marche, sagement, donne le sentiment de piétiner. La preuve: il ne s'est rien passé le 8 mai.

L'anarchie ministérielle

Il faut réformer notre gouvernement, disent certains. Une question urgente depuis que le Conseil fédéral existe.

(jd) Lorsque les deux parlementaires radicaux Rhinow et Petitpierre déposèrent leur proposition de réforme du gouvernement, ils ne provoquèrent pas l'enthousiasme du Conseil fédéral. Ce dernier n'accepta qu'une mini-réforme: revalorisation des secrétaires généraux, nouveaux secrétaires d'Etat, extension de la délégation de compétence. Flavio Cotti par contre, dans son discours devant l'Assemblée fédérale le 2 mai dernier, a brossé un tableau très sombre du fonctionnement actuel du Conseil fédéral.

La présidence et le gouvernement

Dans un rappel historique fort intéressant (*Neue Zürcher Zeitung*, 4 mai 1991), Urs Altermatt, professeur d'histoire suisse à l'Université de Fribourg, note que le débat sur la réforme du gouvernement est presque aussi ancien que l'Etat fédéral lui-même. Ainsi en 1878 déjà Jakob Dubs, juge fédéral et ancien conseiller fédéral, écrit que l'on doit distinguer deux éléments dans le gouvernement: un petit collège de trois à cinq membres responsable de la direction politique générale, du développement de

la législation et du contrôle de l'administration et un certain nombre de directeurs responsables des départements. Dans l'idée des constituants de 1848, les multiples fonctions du Conseil fédéral — une forme de gouvernement unique en Europe — devaient sauvegarder la diversité religieuse et culturelle du pays et refléter sa structure fédéraliste. Ce cumul des tâches de chef d'Etat, de gouvernement et de ministre a d'emblée posé le problème de l'équilibre entre le système collégial et les départements. Dans les premières décennies de l'Etat fédéral, c'est incontestablement le collège qui a joué les premiers rôles. Les affaires étaient alors relativement simples et compréhensibles pour tous; par ailleurs, l'usage qui voyait le président de la Confédération quitter son département pour assumer une année durant le rôle de ministre des Affaires étrangères, et les rocares régulières qui en résultaient, permettaient d'éviter une trop grande spécialisation des magistrats et durant longtemps la politique extérieure fut l'affaire du collège gouvernemental avant tout.

La révision totale de la Constitution de

1874, qui accroissait considérablement les tâches de la Confédération, mit à rude épreuve le système collégial. Aux généralistes de la première époque succédèrent les spécialistes qui s'accrochèrent à leur département: ainsi Hammer régna quatorze années durant à la tête des Finances fédérales, Schenk dirigea dix-sept ans le département de l'Intérieur, Ruchonnet onze ans celui de Justice et police et Zemp, le premier conseiller fédéral conservateur, conduisit pendant seize ans les Chemins de fer et les Postes. Cette évolution a certes favorisé la continuité des politiques départementales mais a affaibli le gouvernement collégial.

A chacun ses affaires

Dans les années septante du siècle passé, Jakob Dubs déplore déjà la perte d'unité du gouvernement et, quelques années plus tard, un parlementaire parle d'anarchie ministérielle. Le retour au système de la rotation à la tête des Affaires étrangères en 1896, abandonné en 1887, ne permit pourtant pas de rééquilibrer les fonctions gouvernementale et ministérielle: le développement des tâches de l'Etat central et la Première guerre mondiale consacrèrent définitivement le phénomène de la «départementalisation». C'est dans l'entre-deux-guerres qu'on commença à personnaliser les différents domaines de la politique fédérale: on parle alors de l'ère Motta pour la politique étrangère et de l'ère Schulthess pour l'économie. Chaque conseiller fédéral se concentre sur les affaires de son département et évite d'interférer dans celles de ses collègues. C'est le règne du système ministériel et lorsque de fortes personnalités tentent un regard plus large sur la politique fédérale, de graves tensions surgissent au sein du collège: ainsi entre le radical Schulthess, responsable de l'Economie, et le conservateur Musy, chef des Finances, qui n'ont cessé de guerroyer l'un contre l'autre dans les années vingt et trente.

Après 1945 on ne perçoit plus de conflits de ce type. Certains magistrats disposent d'une autorité naturelle de par la durée de leur présence au sein du collège (Etter, Petitpierre). Il faut dire qu'au vingtième siècle on ne retrouve pas au sein du Conseil fédéral des personnalités aussi fortes et qui ont véritablement dominé le gouvernement comme ce fut le

MÉDIAS

Eurosport, chaîne de télévision européenne, a cessé d'émettre parce qu'elle créait une situation de monopole incompatible avec les règles de la Communauté européenne. Les téléspectateurs suisses ont aussi été frappés par cette mesure.

Extrait du service de presse n° 229 de l'Association vaudoise des téléspectateurs et auditeurs:

Radio romande, Revue de presse — jeudi 18 avril 1991 à 8h10.

Le rituel du jeudi en est troublé. In extremis toutefois, *L'Hebdo* arrive et l'on peut communiquer l'un des titres aux auditeurs en manque. Ouf, on a eu chaud! Nous posons la question: pourquoi *L'Hebdo* doit-il à tout prix

figurer dans la revue de presse? Copinage de journalistes? Entente tacite ou contrat entre la Radio romande et les capitalistes éditeurs? Si l'on veut citer d'autres journaux que des quotidiens, pourquoi se limiter à *l'Illustré* (mercredi) et *L'Hebdo* (jeudi)? D'autres hebdomadaires, bimensuels ou mensuels mériteraient aussi de passer à la revue de presse.

(*réd*) Nous avons posé la même question à la Radio romande il y a plus d'une année. Nous n'avons toujours pas obtenu de réponse satisfaisante.

L'éditeur Jürg Marquard de Zoug lance un journal en polonais. Le titre: *Drewczynna* (Jeune fille). C'est le deuxième périodique de cet éditeur en polonais. Le tirage du numéro de lancement, mai, est de 200 000 exemplaires.

L'affaire Hermes-Precisa

(ag) Hermes-Precisa International (HPI) a compté plusieurs milliers de salariés. L'effectif s'est amenuisé jusqu'à 400. Puis 290 furent licenciés. C'était véritablement la fin de HPI. Les derniers travailleurs furent engagés par une nouvelle société, Precisa SA. Hermes-Precisa fut transformée en une société financière regroupant un nombre restreint de collaborateurs. Les gros actionnaires en sont la Banque cantonale vaudoise et Werner-K. Rey.

Se posait donc la question du maintien ou de la liquidation de la caisse de pensions. La liquidation totale eût été le moyen le plus sûr de garantir les droits des anciens salariés, car si le bilan d'une caisse contient des réserves latentes et que les travailleurs actifs diminuent fortement, une minorité de bénéficiaires pourrait, à terme, profiter de l'excédent de fortune. Le conseil de fondation en décida autrement et la caisse fut maintenue, décision avalisée par le Département de l'intérieur du canton de Vaud. Mais la commission fédérale de recours a cassé, on ne peut plus sèchement, ce

blanc-seing officiel, sur recours du syndicat FTMH qui faisait valoir une violation du droit à la gestion paritaire, une violation du droit à l'information, une violation du principe de l'égalité de traitement.

La commission de recours rappelle que la gestion paritaire est un principe fondamental. Il doit être assuré non seulement quantitativement, mais qualitativement. C'est chose difficile lorsqu'il est question de réserve mathématique, d'estimation de fortune, de liquidation partielle ou totale. Comment contredire une fiduciaire ? Comment faire face à l'avis patronal ?

Mais quand de surcroît plusieurs délégués ont été congédiés, quand les nouveaux statuts de la caisse ont été adoptés

par des représentants des affiliés qui venaient d'entrer en fonction (six sur sept), comment peut-on parler de gestion paritaire ? Or des décisions capitales ont été prises concernant une caisse dont la fortune est considérable. Elle était évaluée au 31 décembre 1989 à 151 millions de francs.

La violation de la gestion paritaire est d'autant plus flagrante que la FTMH était intervenue avant que les décisions ne soient prises, qu'elle jouissait de la confiance des affiliés et qu'elle aurait été en mesure de rééquilibrer la discussion. Le Département de l'intérieur n'a pas tenu compte d'une décision du Tribunal fédéral qui a expressément reconnu que la fortune d'une caisse de pensions doit «suivre» le personnel, ce qui implique que tout plan de répartition tienne compte des anciens salariés.

Sous le cas Hermès, une question de principe essentielle. ■

Le racket des partis

(suite de la première page)

transparence qui devrait présider aux activités publiques. Les partis, pourtant, ne sont pas les seuls responsables de cette situation. Et s'ils agissent de la sorte, c'est que les autres possibilités de financement sont restreintes, surtout à gauche où les dons sont limités. Le peuple, quant à lui, oublie parfois que le fonctionnement de la démocratie a son prix: les élections au système proportionnel nécessitent l'existence de partis suffisamment bien organisés pour pouvoir recruter des candidats valables, déposer des listes et obtenir assez d'élus pour former un groupe. Il en va de même pour que vivent les institutions dont nous sommes si fiers: le référendum et l'initiative populaires (encore que les associations sont toujours plus actives dans ce domaine et qu'elles mériteraient, elles aussi, d'être indemnisées lorsqu'elle obtiennent gain de cause devant le peuple).

S'il ne peut y avoir de démocratie sans partis politiques, il est donc légitime que leur financement soit en partie assumé par des fonds publics, et surtout qu'il soit transparent: cela signifie une participa-

tion de l'Etat au budget des formations, mais aussi la publication de leurs comptes et des dons complaisants et intéressés dont elles bénéficient, voire la limitation de leur budget et l'interdiction de déduire des impôts les dons que font les entreprises aux partis. Ce système favorise en effet outrageusement les formations bienveillantes envers les milieux industriels et financiers et constitue de fait, par le manque à gagner pour l'Etat, une participation publique au financement de quelques formations de droite.

Mais le problème a beau être connu et reconnu, il est peu probable que ce dossier soit à nouveau traité avant longtemps, en raison notamment de son impopularité supposée dans le public et du confort que procure la situation actuelle aux formations de la majorité. Avec pour conséquence qu'une partie de l'augmentation du traitement des élus fédéraux finira dans les caisses des partis, en l'absence de toute règle claire et publique. Il est peu probable que ce résultat corresponde au souhait d'une majorité de citoyens.

PI

cas au siècle passé. Ainsi que le note Altermatt, on craint les hommes politiques qui sortent de la moyenne helvétique et la formule magique mise en place dès 1959 ne favorise pas l'émergence de personnalités exceptionnelles. Plus que jamais c'est la qualité de l'administration qui caractérise le gouvernement de la Confédération.

A la fin des années septante, les critiques à l'égard de ce système se multiplient. En réponse les autorités effectuent quelques petits pas (programme de législation, renforcement des compétences du chancelier, création de deux postes de secrétaires d'Etat) qui n'ont pas eu d'effet sur la «départementalisation». Depuis l'affaire Kopp, la critique à l'égard du Conseil fédéral s'est faite plus acerbe; à propos de l'affaire des fiches et des organisations secrètes, des observateurs en général modérés dans leurs propos parlent ouvertement de la faiblesse du gouvernement. C'est le même diagnostic qu'a posé le 2 mai dernier Flavio Cotti. ■

Dernières tendances

(jd) A l'approche des élections fédérales, les observateurs politiques mais aussi les stratèges des partis cherchent à cerner les tendances du corps électoral. A partir de ces indices les premiers espèrent pouvoir établir des pronostics et les seconds mieux cibler leur campagne.

A cet égard les élections cantonales offrent un champ d'observation privilégié. Près d'un tiers des électrices et des électeurs ont fait leur choix au cours des premiers mois de 1991 (Bâle-Campagne, Tessin, Lucerne, Zurich et les Grisons). Si l'on y ajoute les cantons qui

la percée printanière des écologistes zurichois. Par ailleurs l'affaiblissement constant de l'identification partisane rend l'électeur plus mobile, plus sensible à un thème particulier, thème dont il est difficile de prévoir le contenu six mois à l'avance.

Néanmoins le tableau dressé par la NZZ (11 mai 1991), s'il ne permet pas de brosser aujourd'hui déjà le portrait du prochain Conseil national, ne manque pas d'intérêt. Il montre tout d'abord que l'érosion des partis gouvernementaux, caractéristique des années huitante, a

cessé sauf pour les démo-chrétiens. Par contre les écologistes, là où ils sont déjà bien implantés, maintiennent difficilement leurs positions. Quant aux petits partis (Alliance des indépendants, évangéliques, extrême-gauche, nationalistes et automobilistes), ils ont bien de la peine à résister. Néanmoins l'apparition soudaine de la Ligue des Tessinois — 12 sièges aux dernières élections cantonales —, troisième force politique du canton italo-phonie à son premier essai, montre que le mécontentement des électrices et des électeurs peut rapidement modifier un paysage politique qui reste par ailleurs marqué par la stabilité. Reste que ces coups de gueule ne portent pas à conséquence sur le plan fédé-

ral, du fait du nombre limité de sièges auquel ont droit les cantons d'une part et parce que le vote de protestation ne survient jamais simultanément sur l'ensemble du territoire d'autre part. ■

Résultats des élections des Parlements cantonaux en 1990/91

	VD	BE	GL	JU	ZG	BL	TI	LU	ZH	GR
Démocrates-chrétiens	4 (-1)	3 (-2)	15 (-2)	21 (-1)	36 (-2)	13 (+1)	27 (-1)	82 (-3)	13 (-4)	39 (+1)
Radicaux	71 (+1)	35 (-5)	23 (-2)	15 (-1)	25 (-4)	24 (+1)	29 (-4)	57 (+1)	50 (+4)	24 (-3)
Socialistes	52 (-)	57 (+3)	15 (+2)	12 (+1)	11 (+1)	21 (-)	9 (-2)	16 (+5)	43 (+9)	8(+2)
Démocrates du centre	15 (+2)	71 (+2)	23 (-1)	1 (-)	-	9 (-)	2 (-)	-	37 (+6)	42 (+1)
Libéraux	42 (-3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Verts	12 (+7)	12 (-)	4 (+3)	-	5 (+2)	8 (-2)	1 (-2)	13 (-3)	20 (-2)	-
Extrême gauche	4 (+1)	0 (-5)	-	0 (-2)	-	-	10 (-3)	-	-	-
Indépendants	0	3 (-1)	-	-	-	0 (-1)	-	-	3 (-7)	-
Évangéliques	-	4 (-2)	-	-	-	4 (-)	-	-	6 (-5)	-
Démocrates suisses	0 (-6)	3 (-2)	-	-	-	5 (+1)	-	-	4 (-2)	-
Automobilistes	-	1 (+1)	-	-	-	0	-	-	2 (+2)	-
Autres	-	11 (+2)	-	11 (+2)	3 (+3)	-	12 (+12)	2 (-)	2 (-1)	7 (-1)

ont connu des élections en 1990 (Vaud, Berne, Glaris, Jura et Zoug), on dispose d'informations sur une grande partie du corps électoral helvétique.

Les choses ne sont pourtant pas si simples. Même si les cantons constituent les cercles électoraux lors des élections fédérales, il est téméraire d'extrapoler à partir des scrutins cantonaux des conclusions sur l'échéance électorale de cet automne. L'électeur, l'électrice qui désigne ses députés au Grand Conseil détermine son choix dans un contexte cantonal marqué par des problèmes spécifiques. Cette différence de contexte explique les variations fréquentes du pourcentage des voix qu'obtiennent les partis lorsque des élections fédérales et cantonales se déroulent dans un faible intervalle de temps. Il n'est que de se rappeler la déception de ceux qui avaient annoncé une nouvelle majorité rose-verte pour les élections de 1987, à la suite de

COURRIER

Les socialistes et la sécurité

Le groupe parlementaire socialiste a commis une très mauvaise action — dont certains adhérents lucides et clairvoyants ont probablement honte — en portant plainte pénale contre des personnalités militaires et civiles à propos de P26 et P27.

Ces personnalités, pleinement conscientes de leurs responsabilités, ont agi conformément à ce qui leur a semblé être leur devoir civique et ne peuvent être poursuivies de ce fait. S'agissant d'organisations secrètes, il était évidemment exclus qu'ils en saisissent quiconque et, notamment, le Parlement.

Il est inimaginable qu'on leur cherche noise aujourd'hui pour les responsabili-

tés qu'ils ont endossées lorsqu'ils étaient en charge et qu'on voudrait leur reprocher.

Oui, la plainte pénale dirigée contre eux est une très mauvaise action qui disqualifie les responsables socialistes.

Cette affaire me paraît s'inscrire dans le problème actuel de la surveillance du Service de renseignements de l'armée par les parlementaires.

Nos informateurs veulent toujours être absolument sûrs que leur collaboration restera secrète en tout temps. Dès lors qu'il y aurait un contrôle parlementaire, ils ne nous renseigneraient simplement plus.

Etant acquis qu'un contrôle parlementaire porterait, de ce fait, atteinte à la sécurité de notre pays privé de sources de renseignements, seul l'exercice de ce contrôle par le Conseil fédéral — tel qu'il est prévu dans l'organigramme — serait de nature à prévenir cet affaibli-

Madame a fauté

Le droit du divorce est essentiellement punitif et tourné sur le passé. Les conséquences en sont parfois douloureuses.

(*cf/pi*) La récente décision du Tribunal fédéral est sèche: un seul écart peut faire perdre à la femme divorcée son droit à une pension, alors même que l'adultère n'est plus une raison pour demander le divorce. Cet arrêt met en lumière l'inégalité économique devant laquelle se trouvent les conjoints: si la loi respecte formellement l'égalité, à savoir que le mari adultère entretenu par sa femme perd également son droit à la pension, cette situation est marginale et théorique dans l'état actuel du développement de l'emploi féminin et des différences de salaires et de qualification entre hommes et femmes.

Héritage du XIX^e

Nous nous trouvons typiquement en présence d'un droit hérité du XIX^e siècle, essentiellement punitif, c'est-à-dire tourné vers la sanction de fautes passées, la faute féminine étant plus grave que la faute masculine. La sanction de la femme est par ailleurs beaucoup plus facile à administrer qu'à l'égard de l'homme, en raison précisément de leurs positions respectives dans la société: le plus souvent l'un travaille à plein temps et assure l'essentiel du revenu de la famille alors que l'autre, même si elle a également une activité rémunérée en plus de son travail domestique, est totalement ou partiellement dépendante du revenu de son conjoint au moment d'une séparation.

Le droit du divorce est heureusement en

sement. Mais, peut-être, est-ce justement là le but que poursuivent les initiateurs de ce transfert de pouvoir au Parlement: la plainte pénale contre des personnalités militaires et civiles à propos de P26 et P27 donne à penser que c'est là la motivation profonde cette série de manœuvres.

Gaston Campiche,
Pully

(*réd*) Notre correspondant a assumé des responsabilités au Service de renseignement de l'armée dès 1942.

pleine révision et les tribunaux se sont déjà bien souvent éloignés de la loi pour s'adapter aux réalités de cette fin de XX^e siècle. Au lieu d'être un jugement où l'on cherche les fautes, cette procédure devrait davantage être tournée vers le futur et s'intéresser à l'avenir des conjoints et de leurs enfants plus qu'à leur passé; de situation exceptionnelle, le divorce est devenu bien souvent une étape dans une vie de couple. La question de la pension ne devrait tenir compte que de la contribution, économique ou en temps de travail non rémunéré, des conjoints durant les années de mariage. Car c'est grâce à la femme qui est restée à la maison que l'homme a pu exercer son activité professionnelle et cette participation de l'épouse à la carrière de son mari est indépendante de ses éventuelles «fautes». La loi devra bien sûr aussi tenir compte des cas où les con-

jointes se partagent les tâches ménagères et la garde des enfants et de ceux où l'homme seul assume ce travail.

Les maris pas mieux lotis

La situation des maris n'est parfois pas enviable non plus, puisque la pension qu'ils doivent verser à leur ex-épouse, indépendamment de celle concernant les enfants, dépend en partie de sa capacité à se réinsérer professionnellement. D'où l'importance d'abandonner ce vieux schéma selon lequel la carrière des femmes se trouve dans le mariage. Les jeunes filles doivent aussi être préparées à la réalité de plus en plus fréquente du divorce et de son cortège de contraintes: solitude affective et dans l'éducation des enfants, réinsertion professionnelle difficile, situation financière précaire, etc. Enfin, on peut aussi se demander s'il est juste que la pension prenne fin avec le remariage de celle (ou de celui) qui en bénéficie. Une enquête révélerait peut-être que cette mesure est un handicap majeur à leur remariage et contraint nombre de femmes à une instabilité affective. ■

POLITIQUE D'ASILE

L'arbre kurde et la forêt de l'immigration

(*jd*) L'émotion et l'indignation suscitées par l'arrestation le 2 mai dernier du groupe de ressortissants kurdes, nous la partageons. De telles démonstrations de force ne sont pas propres à restaurer la crédibilité des autorités en matière d'asile, même si ces dernières ont la vie dure face aux manifestations de résistances des organisations d'entraide et des Eglises.

Mais cet événement, aussi douloureux soit-il, ne doit pas nous faire oublier les causes véritables de l'échec complet de notre politique d'asile. Si l'on en est arrivé à de telles extrémités, dans ce cas comme dans d'autres, c'est bien parce que la procédure helvétique est totalement paralysée; parce que des requérants, dans l'attente d'une décision, ont pu s'établir en Suisse et y créer des liens et ne comprennent pas,

pas plus que les habitants de ce pays qui les connaissent et les apprécient, que ces liens soient rompus.

Dès lors la seule issue possible, si l'on admet que la Suisse ne peut accepter tous les immigrants qui se présentent à ses portes, consiste en priorité à liquider la montagne de dossiers en suspens en octroyant globalement une autorisation de séjour à tous les requérants dont la demande remonte à deux ans ou plus. Les requêtes récentes et nouvelles pourront alors être traitées dans un délai raisonnable. Berne ne pourra plus longtemps faire la sourde oreille aux propositions genevoises en la matière, seules à même de garantir un traitement rapide et équitable des requêtes: cantonalisation de la procédure avec participation des œuvres d'entraide et décentralisation de l'instance de recours. Pour le surplus et en réponse aux problèmes du chômage et de la pauvreté dans les pays d'origine des requérants, la Confédération devra introduire un permis de travail de durée limitée pour un nombre de personnes à déterminer.

Mémoire et résurrection

Ah ! vraiment, je suis bien content. Vous me connaissez: j'ai toujours été un ferme partisan des traditions. De l'ordre et de la tradition. Cette idée d'expulser les Kurdes le premier jour des festivités officielles organisées pour le 700^e anniversaire de la Confédération m'a enchanté. On a conféré de cette manière à l'opération un caractère solennel qui lui eût manqué autrement. Je songeais à cette autre solennité: l'Italie envahissant l'Albanie le jour de Vendredi saint 1939...

Mais parlons plutôt du dernier livre de Haldas: *Mémoires et Résurrection*.

Ceux qui suivent depuis plus de vingt-cinq ans ses *Chroniques* — son œuvre majeure, sans doute, et l'une des œuvres majeures de la littérature romande, et même de la littérature tout court — sont surpris tout d'abord à la lecture des premières pages: une longue méditation sur Pâques, sur la Résurrection et sur Marie de Magdala — sans rapport, apparemment, sinon de style, avec la chronique de son quotidien. A quoi s'ajoute le fait que Haldas se révèle — je crois qu'on dit: *littératiste* ou *fondamentaliste*. Je veux dire que non seulement, il accepte, comme tout chrétien, le fait de la résurrection, mais qu'il prend le texte sacré au pied de la lettre. Par exemple, l'Évangile de Jean nous rapportant que Pierre et Jean, alertés par

Marie-Madeleine, coururent jusqu'au tombeau, mais que Jean arriva le premier. Alors que des lecteurs comme vous et moi n'en concluent rien ou concluent tout bonnement que Jean, le plus jeune, courait plus vite — pas du tout Haldas, qui commente longuement le passage et en tire toutes sortes de conclusions. Par exemple, que Pierre, l'homme (futur) de «l'Institution» allait plus lentement, de même que l'Eglise constituée est toujours un peu en retard sur la marche ailée des grands inspirés — en l'occurrence Saint Jean...

Quoi qu'il en soit, de très beaux passages, notamment sur l'agonie, sur les sentiments de ceux qui voient un être cher agoniser, puis mourir. Et bien d'autres encore. Très beau, une fois admis cette littéralité et un certain ressassement, qui s'exprime par la répétition inlassable de certains termes (*bien entendu... encore une fois... on le sait...*), presque jusqu'à satiété, pour mieux marquer l'évidence irrécusable de la résurrection (ou la secrète angoisse de qui cherche à se persuader lui-même ?).

Et puis, tout à coup, avec la seconde partie, on renoue avec la chronique: une histoire de confitures (!) faite par la mère de l'auteur (Petite Mère, comme il l'appelle), qui ressurgit dans sa mémoire...

Et c'est le temps retrouvé, celui que Proust reconquerrait grâce à la fameuse petite madeleine — le temps retrouvé vivant encore dans les arcanes de la mémoire venant confirmer la résurrection du Seigneur — cependant que le *fait* de la résurrection vient conforter et garantir la résurrection du temps, resté jusque là englouti dans un recoin de la mémoire, un peu comme le Sauveur est demeuré au «royaume des ombres» du vendredi soir au dimanche matin.

Un très beau livre. Le dirais-je, cependant ? Pour moi, dont la mémoire vacille de plus en plus avec l'âge; pour moi, que les images de la TV font passer de la guerre du Golfe au massacre des Kurdes; de l'agonie de nombreux peuples africains aux menaces de guerre civile en Yougoslavie — je me sens plus proche du Christ d'Ignazio Silone. Dans cette pièce intitulée: *Et il se cacha*, on voit en effet de vieux paysans parler entre eux et dire à peu près: «*Depuis combien de temps dis-tu qu'il y a des hommes ? depuis six mille ans ? Eh bien, depuis six mille ans, les pauvres sont exploités, massacrés, humiliés — voilà la vérité.*» Mais à ce moment, intervient un moine mendiant: «*Tu as raison. Mais sous cette vérité, il y en a une autre, plus profonde: Le fils de l'Homme agonise. L'Eglise nous ment quand elle prétend qu'il est ressuscité... Il est encore sur la croix et continue d'agoniser. Epouvantable, interminable agonie...*» ■

Le repos (suisse) du soldat

(*cfp*) La guerre du Golfe n'est pas finie. Il ne s'agit certes plus d'opérations militaires mais de prolongements sur les plans mercantile, analytique et affectif. Des cassettes-vidéo anglo-saxonnes, diffusées en Suisse, font revivre l'événement et des militaires procèdent à des études des opérations. C'est ainsi, par exemple, que la grande revue militaire suisse *ASMZ* joint à son numéro de mai un opuscule consacré à la guerre des 100 heures. Enfin, les bonnes âmes de la Fondation pour la démocratie, à Berne, lancent un appel pour inviter deux cents anciens combattants des forces alliées à passer la semaine du 20 au 27 septembre 1991 dans un ménage helvétique. L'accueil depuis la frontière serait l'affaire

faire des Suisses. Cette action est soutenue par diverses organisations, notamment par le Parti radical zurichois et par les sociétés militaires du même canton. Les gens et les entreprises qui ne peuvent ou ne veulent pas accueillir chez eux un permissionnaire sont invités à verser une contribution financière à la Fondation.

Les invités, en accord avec leurs autorités, seraient des soldats alliés en proportion de la contribution de leur pays à l'effort de guerre, donc en premier lieu des combattants des Etats-Unis, de Grande-Bretagne et de France.

Cette opération, dont nous n'avons trouvé jusqu'ici des appels que dans des publications alémaniques, est intitulée «Danke», mais l'annonce se termine par un texte dans notre nouvelle langue véhiculaire puisqu'il indique *Projetkt: «Thank you»/Switzerland is neutral - The Swiss are not !* ■

DP **DP** **Domaine Public**

Rédacteur responsable: Jean-Daniel Delley (jd)

Rédacteur: Pierre Imhof (pi)

Ont également collaboré à ce numéro:

Jean-Pierre Bossy (jpb)

François Brutsch (fb)

JeanLouis Cornuz

André Gavillet (ag)

Jacques Guyaz (jg)

Charles-F. Pochon (cfp)

Charlotte Feller-Robert (cfr)

L'invité de DP: Jean-Pierre Ghelfi

Abonnement: 70 francs pour une année

Administration, rédaction: Saint-Pierre 1,

case postale 2612, 1002 Lausanne

Téléphone: 021 312 69 10

Télocopie: 021 312 80 40 - **CCP:** 10-15527-9

Composition et maquette: Monique Hennin

Pierre Imhof, Françoise Gavillet

Impression: Imprimerie des Arts et Métiers SA, Renens

Deux ou trois choses qu'ils ne savent pas d'elle

C'est sans surprise aucune que le débat sur le nouveau régime financier de la Confédération tourne en eau de boudin. Expression qui, selon le *Petit Robert*, s'applique à une affaire bien commencée et qui se réduit à néant.

Il ne peut guère en aller autrement pour un projet de réforme qui comporte de la substance, si l'on se rappelle que, depuis près de cinquante ans, peuple et cantons ne se sont mis d'accord que pour proroger, sous réserve d'adaptations mineures, un système provisoire issu d'une économie de guerre.

Le quiproquo est général qui voit des gens de gauche et de droite soutenir le projet, et d'autres, couvrant un éventail politique tout aussi large, le combattre.

Il est vrai que l'approbation du texte voté par les Chambres fédérales implique modestie et humilité: modestie quant à la possibilité de faire triompher son point de vue en matière financière et fiscale; humilité pour ce qui est de la recherche d'un compromis sans lequel aucun projet ne peut être ratifié en votation populaire.

Trois points méritent une attention particulière.

Concurrence

Le premier est évidemment que la Confédération doit disposer d'un régime financier stable, l'autorisant à prélever un impôt sur la consommation et un impôt sur le revenu des personnes et le bénéfice des entreprises.

L'un et l'autre permettent de mettre en place un système relativement équitable, car l'impôt fédéral direct est surtout payé par les hauts revenus, alors que l'impôt à la consommation concerne l'ensemble des personnes.

On peut bien imaginer, comme certains le suggèrent, un système qui

réserverait les seuls impôts indirects à la Confédération, et les impôts sur le revenu et le bénéfice aux cantons et aux communes.

Toutefois, la suppression de l'impôt fédéral direct, ou sa transformation en un mini-impôt de péréquation entre cantons riches et pauvres, impliquerait un relèvement substantiel de l'imposition sur la consommation. Cette perspective serait d'autant moins acceptable pour l'équité fiscale que la concurrence entre les cantons se traduirait vraisemblablement par un alourdissement de la charge fiscale directe sur les petits et moyens revenus plutôt que sur les hauts revenus.

Mythologie

Le deuxième point est qu'il est normal et raisonnable d'aménager la fiscalité pour ne pas pénaliser les entreprises d'exportation et les sociétés confrontées à la concurrence internationale.

L'introduction de la TVA, en lieu et place de l'ICHA, et la suppression du droit de timbre sur certaines opérations financières sont de ce point de vue légitimes. Comme est juste un impôt proportionnel sur le bénéfice des sociétés plutôt que l'actuel système selon «l'intensité de rendement». Il n'y a en effet aucune raison de taxer différemment le bénéfice d'une entreprise selon qu'elle a peu ou beaucoup de capitaux.

La TVA se justifie non seulement parce que la concurrence s'intensifie au niveau européen (1993 !) et mondial, mais aussi parce que la libéralisation des échanges internationaux au cours de ces dernières décennies a conduit à un démantèlement progressif des droits de douane. Ils représentaient près du quart des recettes de la Confédération en 1960, et moins du vingtième en 1990. Les taxes sur la consommation se sont donc sensiblement allégées au cours de cette période. La TVA contribue-

rait à les relever dans une proportion acceptable.

Ce faisant, l'objectif fondamental n'est pas de réduire les charges des entreprises pour que les patrons puissent s'en mettre davantage plein les poches, comme le dit encore une gauche qui puise ses arguments dans une vision mythologique de la société, mais d'avoir une économie compétitive qui assure si possible durablement un emploi à chacun.

Hypothèse

Le troisième point est que le rejet de ce projet ne laisse la voie ouverte qu'à une énième prorogation du système actuel, dont les défauts sont connus: «taxe occulte» qui pénalise les entreprises d'exportation; système d'imposition de la consommation qui n'est pas harmonisé avec celui des autres pays industrialisés; mode de calcul de l'impôt sur les sociétés qui défavorise les nouvelles entreprises; maintien du droit de timbre qui affaiblit la compétitivité du système bancaire.

Les milieux patronaux sont complètement à côté de leurs pompes en prétendant que le rejet du «paquet financier» permettra d'élaborer un nouveau projet qui répondra à leur attente. Jamais la gauche, les syndicats, les consommateurs — donc le corps électoral — n'approuveront un projet aussi déséquilibré que celui esquissé par le Vorort.

Mais comment expliquer l'attitude de ce patronat? Serait-il tenté par la politique du pire, qui consiste en l'occurrence à refuser tout compromis, même fiscalement avantageux pour les entreprises, afin d'éviter que la Confédération puisse disposer de recettes stables pour assumer les tâches qui lui sont confiées? Il ne serait pas surprenant que cette hypothèse soit la bonne. Et dire que certains, à gauche, s'apprentent à rejoindre ce camp...

Jean-Pierre Ghelfi

L'invité de DP s'exprime librement dans cette tribune. Jean-Pierre Ghelfi est économiste et député au Grand Conseil neuchâtelais.

Réalisateur et agitateur

(cjp) Il avait encore fait l'objet de gros titres dans la presse quotidienne à la suite de l'information, parue d'abord dans de petits journaux (DP 1024), qu'il était probablement le roi des fichés avec 252 pages A4 de notes de la police fédérale. S'il était fier de ce record, il était néanmoins un peu vexé que sa femme Amalia ait été surveillée avant lui. Il est mort à 82 ans un matin de mai avec encore de nombreux projets à réaliser et à l'issue d'une semaine où il avait, entre autres, participé à la fête du 1^{er} Mai zurichois et fait une excursion sur le Hirzel. Suisse, juif, libraire, expulsé d'Allemagne, il avait créé un service légendaire de recherches de livres en 1940. Obligé d'acheter l'immeuble où loger son entreprise, il avait réalisé la plus-value importante de celui qui a acheté au bon moment. Cette possibilité d'être indépendant lui avait permis de rester fidèle à ses options. C'est pourquoi il a créé, avec sa propre bibliothèque, un centre de recherches sur l'histoire du mouvement ouvrier. Avec sa femme, il installa un centre de formation à Salecina dans les Grisons. Infatigablement, il cherchait et établissait des contacts. Politiquement, il cherchait à être de gauche tout en refusant les schémas, c'est pourquoi il fut exclu, pendant la guerre, du Parti communiste. Devenu membre du parti socialiste il en fut également exclu. Il réintégra pourtant le parti du travail lorsque les rangs se furent éclaircis et le dogmatisme se fut résorbé. En évoquant Theo Pinkus, on ne peut manquer de rappeler l'hebdomadaire *Zeitdienst* qui pendant les quarante ans de la guerre froide a constitué un service de contre-information pour ceux qui ne se contentaient pas de la pensée dominante dans les médias et la classe politique.

L'œuvre de Theo Pinkus semble devoir rester. La librairie de la Froschaugasse à Zurich est devenue une coopérative autogérée; la *Studienbibliothek* devrait subsister si ceux qui l'animent et la consultent font l'effort nécessaire à sa pérennité; le centre de formation de Salecina n'a pas épuisé son programme. Jürg Frischknecht, dans la *Woche Zeitung*, parle de la mort des pères, le

sien en mars, Max Frisch en avril et maintenant Theo Pinkus. Pour les Romands on pourrait ajouter Robert Junod auquel *L'Essor* a rendu hommage. Ce sont donc aux fils et aux filles de s'atteler aux tâches que ces pères ne sont plus en mesure d'assumer. ■

CULTURE

Une pétition à signer

(ag) La radio joue un rôle culturel de premier plan. La SSR participe au financement d'orchestres symphoniques ou de chœurs; elle rend possible la création d'œuvres littéraires; de nombreux comédiens exercent sur les ondes leur talent; la mise en scène radiophonique est un art qui souvent révèle le texte seul, de manière originale. Les cachets alloués aux acteurs professionnels sont parfois indispensables pour compléter la rétribution qu'ils peuvent tirer d'un spectacle public.

Les restrictions budgétaires de la SSR mettent en péril tout cela.

Plusieurs associations se sont groupées pour rappeler au Conseil fédéral et aux parlementaires ces choses très simples. La défense de la culture, dont on se gargarise, commence par le soutien d'un de ses supports, la radio.

Une lettre - pétition a été lancée sous le titre «SOS SSR - radio, sauve ta culture».

Elle est signée par l'Association des musiciens suisses; l'Association suisse des réalisateurs de films; les écrivains du Groupe d'Olten; la Société des peintres, sculpteurs et architectes suisses; la Société suisse des écrivaines et écrivains. ■

Pour se procurer des listes: case postale 177, 1000 Lausanne 13, Tél: 021 26 63 71.

GRÈVE DES FEMMES

USS protest song rock

(red) Le syndicalisme à la papa est bien mort. Pour protester, les nouveaux mili-

tants ont recours aux moyens modernes de communication qui ne sont plus, c'est dépassé, les tracts ou les journaux, mais bien la chanson. C'est ainsi que la grève nationale des femmes du 14 juin prochain fait l'objet d'un disque compact bilingue contenant une *protest song rock* chantée en allemand et en français par Vera Kaa; cette dernière signe également le texte allemand alors que l'adaptation française est de Pierre Mandry, avec des retouches de dernière minute du secrétariat de l'Union syndicale suisse qui s'est en l'occurrence transformée en producteur.

Nous vous livrons en primeur la traduction française afin que vous puissiez la mémoriser d'ici au 14 juin (le disque est en vente chez les bons disquaires ou chez SPR Motivation, 3013 Berne, tél.: 031 411 488).

*Imagine les fourneaux au repos
Cessons le boulot avant tout' chose
A travaux égaux salaires égaux
Femme aujourd' hui nous faisons la
pause*

*

*Bras croisés le pays perd pied
Sympathie
Nous voulons changer la vie*

*

*Sur le papier depuis pile 10 années
C'est l'égalité
Pourtant toujours les couples se
tiraillent*

Pour le ménage, le temps, le travail

*

*Bras croisés le pays perd pied
Euphorie
Nous voulons changer la vie*

*

*Rien ne va plus: Hey hey nous les
femmes voulons du concret
Rien ne va plus: Unies aujourd' hui
nous on s'arrête*

*

*Imagine déjà garçons et filles
Apprenant à l'école le fair-play
Chaque partenaire y gagnerait
Changeons les rôles et oublions la
frime*

*

*Bras croisés le pays perd pied
Fantaisie
Nous voulons changer la vie*

*

*Rien ne va plus: Hey hey nous les
femmes voulons du concret
Rien ne va plus: Unies aujourd' hui
nous on s'arrête*